

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 26 mai 2026

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 26 - 227

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASSA ABLOY SAS

Impasse Léon Lecornu
10300 SAINTE-SAVINE

Code AIOT : 0005702086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 mars 2026 dans l'établissement ASSA ABLOY SAS implanté Impasse Léon Lecornu, 10300 SAINTE-SAVINE. L'inspection a été annoncée le 27 mars 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'un projet de modification du site porté par l'exploitant, qui a fait depuis l'objet d'un dépôt de porter-à-connaissance en date du 1^{er} avril 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSA ABLOY SAS
- Impasse Léon Lecornu - 10300 SAINTE-SAVINE
- Code AIOT : 0005702086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ASSA ABLOY AUBE ANJOU de SAINTESAVINE est dédié à la fabrication de serrures, verrous, ferme portes et cadenas pour le bâtiment.

La société appartient au groupe suédois ASSA ABLOY qui est spécialisé dans les solutions d'ouverture de portes.

Contexte de l'inspection :

- Modification du site

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter-à-connaissance	Code de l'environnement, article L.181-14	/

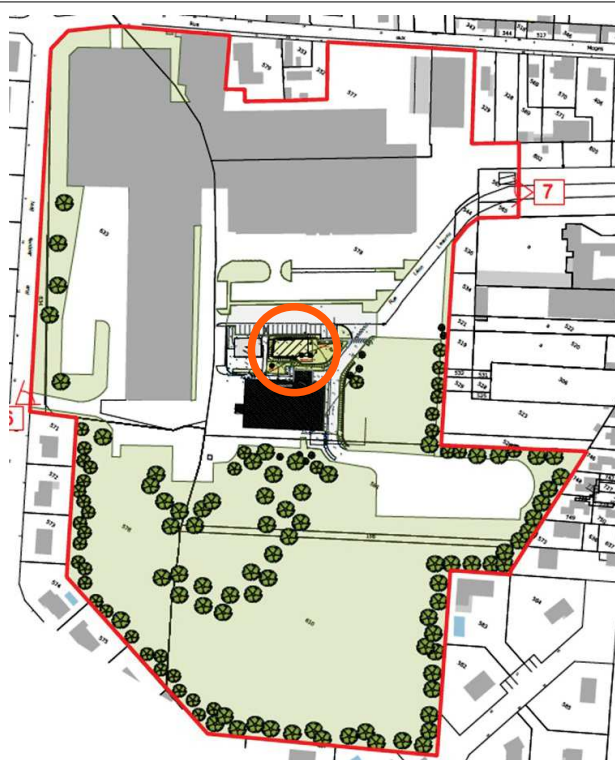
2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant anticipe certaines modifications de son site, pour lesquelles il a réalisé un porter-à-connaissance conformément aux prescriptions du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter-à-connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.181-14
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.
Constats : Par courriel du 24/02/2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un projet visant à créer une cantine dans un bâtiment modulaire au sein de son site industriel, qui sera localisée au niveau du parking du site, en face du bâtiment 6 et à côté du bâtiment 7 (voir zone entourée en orange ci-dessous).



Afin d'échanger au sujet de ce projet, l'inspection des installations classées s'est rendue sur site. Il a alors pu y être constaté :

- l'absence d'enjeux particulier liés à cette installation de bâtiments. En particulier, l'implantation décrite n'est pas de nature à compromettre l'accès des services de secours aux différents bâtiments du site. Pour cette raison et tenant compte du fait que le bâtiment n'abrite aucune activité ICPE, cette modification n'est pas considérée comme notable ;
 - que les modifications envisagées par l'exploitant impliquent un déplacement de l'activité outillage du site (usinage des métaux, électroérosion) du bâtiment 6 vers l'atelier « presses ». Cette modification impacte des activités classées ainsi que, potentiellement, leurs conditions d'encadrement (concernant les rejets atmosphériques notamment). Pour cette raison, l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant lors de la visite d'inspection qu'un porter-à-connaissance était nécessaire afin de permettre l'instruction des modifications projetées.
- Par courriel du 19/03/2026, l'exploitant a donc transmis à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance, instruit en partie 3 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

3) Instruction du porter-à-connaissance du 01/04/2026

3-1) Description du projet

L'exploitant prévoit un déplacement de l'activité outillage du site (usinage des métaux, électroérosion) du bâtiment 6 vers l'atelier « presses ».

3-2) Analyse réglementaire de la modification

Pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1. En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*
- 2. Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement (abrogé) ;*
- 3. Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Le projet ne rentre pas dans le cadre de l'un des points prévu à l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement. Il n'est donc pas soumis à évaluation environnementale systématique et ne doit pas non plus faire l'objet d'un examen au cas par cas conformément à l'article R.122-2.I du code de l'environnement.

Il est par conséquent nécessaire de juger le caractère substantiel du projet sur la base du point 3 de l'article R.512-46-I du code de l'environnement, en cohérence avec les orientations de la note du 20 décembre 2021 de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) relative aux modifications des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

3-3) Analyse des impacts de la modification

Risques accidentels :

Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant n'identifie pas d'impact des modifications sur les risques accidentels liés au site. Au vu de la typologie des activités déplacées (usinage des métaux, électroérosion), s'inscrivant dans la continuité de celles présentes dans le bâtiment « presse » (découpage, reprise, emboutissage, soudure, polissage, vernissage, entretien outillage), ceci n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées.

Risques chroniques :

L'exploitant identifie dans son porter-à-connaissance la nécessité de déplacer les émissaires suivants en conséquence de ces modifications :

N° conduit	Installations raccordées
9	Électro-érosion
10	Aspiration sèche ('Torit Donald Son')
11	Aspiration humide ('Deltol')

Un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 13/02/2026, mettant à jour la liste des émissaires du site et imposant à l'exploitant une campagne de mesures des rejets atmosphériques. Cette dernière prescription présente notamment pour objectif la mise à jour des valeurs limites de rejet applicables à l'exploitant une fois les mesures réalisées. Si les prescriptions de cet arrêté préfectoral complémentaire n'identifient pas d'autosurveillance à appliquer pour ces trois émissaires (traduisant à priori l'absence d'enjeux liés aux rejets de ces derniers), il est cependant précisé à l'exploitant que la campagne de rejets atmosphérique est attendue sur l'ensemble des émissaires du site. Ceci permettra notamment de confirmer l'absence d'enjeux lié aux rejets des trois présents émissaires.

3-4) Conclusions

Les présentes modifications sont considérées comme notables mais non-substantielles. Elles ne nécessitent pas de mise à jour des prescriptions applicables à l'exploitant. **Il est cependant précisé à ce dernier que la campagne de rejets atmosphérique est attendue sur l'ensemble des émissaires du site, y compris ceux modifiés par la présente modification.**